

VOL ET SACCAGE DE CATÉNAIRES

Le cri de détresse de la SNTF

Depuis les événements de Réghaïa en mars dernier, où des émeutiers ont saccagé un tronçon de la ligne ferroviaire de la banlieue est d'Alger, la possibilité de voler du cuivre sans être électrocuté a été découverte. Depuis, la SNTF enregistre de grands dommages et les voyageurs souffrent d'éternels retards dans le trafic ferroviaire.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La Société nationale de transport ferroviaire tire la sonnette d'alarme. Dans un communiqué rendu hier public, elle signale que les perturbations enregistrées dans la marche des trains, dans la banlieue est et ouest d'Alger, sont dues à «des actes de vol et de saccages perpétrés par des inconnus contre, respectivement, les câbles de haute tension et les installations de sécurité».

Contacté, le P-dg de la SNTF, Yacine Bendjaballah affirme que ce phénomène s'est propagé au lendemain des événements de Réghaïa, en mars dernier.

Pour rappel, des émeutiers qui s'opposaient à un projet de décharge publique dans leur commune, se sont attaqués à un tronçon de la ligne ferroviaire de la banlieue est d'Alger. En détruisant les poteaux de caténaires, ils ont découvert la possibilité de voler du cuivre sans être électrocuté. «Depuis, nous avons

presque quotidiennement des vols et saccages de tronçons ferroviaires entiers. Le temps que nos équipes se déplacent sur les lieux pour évaluer les dommages puis réparer les dégâts, de grandes perturbations touchent le trafic des trains», explique-t-il.

Interrogé sur la possibilité de sécuriser les lignes ferroviaires de la banlieue est et ouest d'Alger pour parer à ce phénomène, Yacine Bendjaballah souligne qu'il est impossible de mettre un policier sur chaque kilomètre de rail. Par contre, la sécurisation des zones identifiées comme étant à haut risque, notamment les bidonvilles érigés à proximité de certains tronçons,



Photo : Samir Sid

Des tronçons ferroviaires entiers détruits pour vol de cuivre.

peut être une solution envisageable. Contacté à son tour, un travailleur de la SNTF qui active dans la banlieue est d'Alger pousse le bouchon plus loin :

«Les acheteurs de cuivre en gros sont connus de tous et identifiés en principe par la police. Il serait donc facile de remonter à leurs fournisseurs, qui sont ces jeunes

voleurs habitant les bidonvilles qui avoisinent les rails de la SNTF. La police peut facilement leur mettre la main dessus».

M. M.

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

Hamiani refuse tout a-priori à l'égard de l'exécutif



Photo : Samir Sid

Hamiani se félicite de la compréhension de l'exécutif à améliorer le climat des affaires.

Pas d'a-priori, d'appréciation défavorable à l'égard de l'exécutif. C'est la position que le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) adopte, tout en escomptant l'«assouplissement» de la règle 49/51 régissant l'investissement étranger.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Nous avons accueilli avec beaucoup de facilité» les engagements de l'exécutif à améliorer le climat des affaires, de l'investissement en Algérie, estimait hier le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE).

Réda Hamiani, qui était l'invité du Forum du quotidien *Liberté*, s'est en fait refusé à tout dogmatisme vis-à-vis de l'exécutif Sellal. Au-delà de la démarche de concertation, de la «proximité» et du «pragmatisme» développés par le gouvernement, le président du FCE semble se féliciter d'une meilleure compréhension par l'exécutif de la nécessité d'œuvrer à améliorer ce climat.

Comme le président du FCE affirmera sa disponibilité à l'«accompagner» dans cette démarche.

Voire, Réda Hamiani qui entrevoit «une nouvelle vision» auprès des autorités, relève «pour la première fois la prise en compte du temps» face aux urgences énergétiques.

De même, il observe la volonté d'«orienter autrement» la politique économique, de «rectifier», prendre en compte les erreurs, les mauvais choix et d'«accélérer la cadence des réformes» et ainsi impulser un autre modèle de croissance davantage «inclusive», moins dépendante de la dépense et de la rente. Ainsi,

c'est sans a-priori, rétif à tout «procès d'intention» ou appréciation défavorable que le président du FCE se positionne vis-à-vis des engagements gouvernementaux.

Tout en estimant que c'est sur le terrain que les choses seront (visibles). «Nous attendrons des résultats concrets» et «attendant une remontée d'informations», Réda Hamiani accorde cependant un délai de quelques mois à l'exécutif avant de se prononcer définitivement et de voir si «les belles paroles» ont été traduites en actes. Et ce, s'agissant notamment des «mesures révolutionnaires» annoncées par le nouveau ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb.

A ce propos, le président du FCE semble considérer que ces mesures portent notamment sur la règle 49/51 régissant l'investissement étranger. Selon Réda Hamiani qui avait argué aupara-

vant de «la nécessité» de l'apport des investissements directs étrangers en vue d'un transfert d'expertise, cette règle sera «maintenue en principe». Toutefois, il escompte des «assouplissements» qui vont intervenir concernant cette règle, qu'il s'agit de «ne pas généraliser à tout type d'investissement». Ainsi, des «facilités», «un plus» devraient être accordées aux investisseurs étrangers qui créent de l'emploi, apportent une plus-value en termes de produc-

tion et de valeur ajoutée et participent au transfert de savoir-faire, laisse-t-il entendre.

Et ce, tout en rappelant que la loi de finances de 2014 prévoit l'octroi d'avantages fiscaux et parafiscaux à l'égard des investisseurs étrangers qui «créent plus de 100 emplois, produisent des articles avec un taux d'intégration de plus de 40%...». Même si la teneur de ces avantages reste à définir, note-t-il. «Ce n'est pas tant la règle (49/51) qui dérange», dira Réda Hamiani qui critique cependant la propension de l'Algérie à l'appliquer de manière «indifférenciée» pour tout investisseur.

Evoquant le modèle français, l'invité de *Liberté* prônera l'opportunité de «passer au filtre», de décider de «ce qui est stratégique», les hydrocarbures notamment, de ce qui ne l'est pas. De même, le président du FCE escompte des améliorations procédurales, s'agissant notamment des autorisations et du rôle de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), ou des facilitations liées à l'obtention du foncier. Et ce, nonobstant l'opportunité d'«encadrer, revoir le commerce extérieur», dans le contexte de hausse des importations, booster l'industrie et l'agriculture...

C. B.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le FCE a reçu les propositions

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) a «reçu avant-hier (soit vendredi dernier) les propositions, le document portant sur la révision de la Constitution», des services de la Présidence, indiquait hier Réda Hamiani. Ces proposi-

tions sont traitées de manière idoine au niveau de son organisation patronale (par des experts). Le président du FCE indiquera que le Forum se prononcera «s'il est invité» lors des discussions prévues en juin.

C. B.

ALGÉRIE-TAIWAN

Cap sur la coopération dans le domaine automobile

Des hommes d'affaires algériens et Taiwanais opérant dans le domaine de l'automobile, du motocycle et des pièces de rechanges se sont donnés rendez vous hier à Alger pour explorer les opportunités de partenariat.

Dix sept entreprises taiwanaises dont certaines ayant déjà une existence en Algérie étaient présentes au forum organisé par la une mission de la délégation Taïwanaise (Taitra).

es rencontres bilatérales ont été organisées tout au long de la journée d'hier pour permettre aux hommes d'affaires de nouer des relations de partenariat entre les sociétés maghrébines et notamment algériennes opérant dans le domaine des pièces de rechange : automobiles, motocycles et accessoires.

Fondée en 1970 pour promouvoir le développement des exportations taiwanaises, TAI-TRA est une organisation à but non-lucratif et semi-gouvernementale qui aide les entreprises taiwanaises à renforcer leur compétitivité internationale face aux défis des marchés étrangers. Il est sponsorisé par le ministère des Affaires étrangères et financé par le ministère des affaires économiques taiwanaises et organise régulièrement des rencontres entre professionnels des divers secteurs en Algérie.

N. I.